

L'impasse politique s'aggrave pour François Hollande

LE MONDE | 12.11.2013 à 11h26 • Mis à jour le 12.11.2013 à 11h53 | Par [Bastien Bonnefous](#), [David Revault d'Allonnes](#) et [Thomas Wieder](#) (à Oyonnax)

Le calvaire continue et chaque jour ne fait qu'[ajouter](#) une étape supplémentaire. Hué le matin sur les Champs-Élysées lors de la commémoration du 11-Novembre, puis à Oyonnax (Ain) dans l'après-midi en marge de son intervention officielle, [François Hollande](#) a une fois encore connu lundi une sombre journée. Bien que politiquement marqués à l'extrême droite et condamnés par beaucoup à gauche, mais aussi à droite, ces lazzis ne font qu'[alourdir](#) un peu plus un [climat](#) général proche de la crise de nerfs.

Destructions de radars qui se multiplient en [Bretagne](#) pour [protester](#) contre la [politique](#) fiscale du gouvernement, manifestations des « bonnets rouges » contre l'écotaxe – un nouveau rassemblement est prévu le 30 novembre –, mouvement contre la réforme des [rythmes scolaires](#), contestation des artisans... François Hollande est pris dans la tourmente.

Certes, le [pouvoir](#) ne veut [voir](#), derrière les incidents parisiens, que l'activisme de « *quelques dizaines d'individus liés à l'extrême droite, au Printemps français, au Renouveau français* », a expliqué le ministre de l'intérieur Manuel Valls. Mais les sorties sur le terrain se révèlent chaque jour un peu plus délicates pour le président.

La bronca a poursuivi M. Hollande à Oyonnax, sous la forme, d'abord, de quelques sifflets à son arrivée en début d'après-midi, sur la place où il a prononcé son discours. Puis de huées quand il est sorti de la mairie, un peu avant 18 heures. A ce moment-là, contrairement à son habitude, il n'est pas allé [saluer](#) les quelque 300 personnes présentes autour de la place. Son véhicule l'a attendu presque collé à la porte de l'hôtel de ville.

"APPARENCE DE JACQUERIES ANTIFISCALES"

La France, un terrain désormais miné pour le président ? « *Comme on sait que partout où l'on va, on risque d'[être](#) confronté à cela, on évite d'y [donner](#) prise dans les [déplacements](#)*, indique un [conseiller](#) de M. Hollande. *Les sifflets sont essentiellement le fait d'ultras de droite qui se sont structurés depuis le [mariage pour tous](#).* » Dans l'équipe du président, on pointe ainsi l'œuvre de groupuscules qui « *ont souillé de façon indigne une cérémonie patriotique pendant laquelle aucun débat politique n'a normalement sa place. C'est le président qui est visé, mais la République tout entière qui est atteinte* », ajoute Aquilino Morelle, [conseiller](#) du chef de l'Etat.

C'est également la ligne de [défense](#) des socialistes qui, au lieu d'[admettre](#) une contestation généralisée, tentent de [circonscrire](#) ce nouveau foyer de tension en fustigeant la main des réseaux extrémistes. « *Il faut que cesse cette façon qu'à l'extrême droite de [semer](#) le trouble, de [créer](#) le désordre, de [susciter](#) des violences en marge de toute sorte de manifestation* », estime Harlem Désir, premier secrétaire du PS.

« Les mouvements en cours ont une apparence de jacqueries antifiscales. Il y a en réalité un bloc extrême droite, droite radicalisée pour [briser](#) la gauche de gouvernement », écrit le député de [Paris](#) Jean-Christophe Cambadélis sur son blog. Pour M. Cambadélis, « les droites se sont radicalisées dans leur combat contre le mariage pour tous. Elles ont fusionné dans le refus de l'étranger. Elles exultent dans la lutte contre l'impôt ».

Nul, dans les allées du [pouvoir](#), ne peut l'[ignorer](#) : « La carlingue tangué très fort, on est à un moment particulier où semblent [exploser](#) en même temps tous les problèmes politiques, économiques et sociaux que connaît le pays depuis quarante ans », estime un poids lourd de la majorité socialiste.

"RÉFLÉCHIR À UN CHANGEMENT DE CAP"

Difficile de [cantonner](#) l'explication au seul activisme des réseaux d'extrême droite. « Il y a un climat, c'est vrai, reconnaît-on à Matignon. On est dans un moment de grogne, d'énervement, d'excitation, mais qui s'exprime de façon insaisissable. En pareille situation, le politique se doit de [garder](#) son sang-froid et sa lucidité et de [répondre](#) d'abord par le travail. »

Mais ce maintien du cap et du rythme coûte que coûte convainc de moins en moins une majorité plus déboussolée que jamais. Thierry Mandon, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, en appelle à « un acte d'autorité » de l'Elysée qui peut [être](#) de « plusieurs registres » : « [sanctionner](#) tous les débordements » mais aussi « [prendre](#) des initiatives fiscales » en précisant notamment si la suspension de l'écotaxe « signifie son simple report ou sa modification ». Voire, en dernier recours, « [prendre](#) des dispositions concernant le gouvernement, très contesté », c'est-à-dire [remanier](#).

« [Il faut remplacer le premier ministre d'urgence](#) », plaide de son côté le député PS Malek Boutih dans *Le Parisien* du 12 novembre. Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, a aussi jugé nécessaire, mardi matin sur RTL, une intervention de M. Hollande. « Le climat est très dur, très inquiétant. Il faut [réfléchir](#) à un changement de cap politique », revendique l'écologiste Jean-Vincent Placé.

Le chef de l'Etat, pourtant, ne bouge pas. Toujours plus impopulaire dans les sondages, M. Hollande, qui ne devrait pas [tenir](#) sa conférence de presse avant décembre, ne donne pas l'impression de [vouloir](#) répondre. Tout juste a-t-il déclaré dans son discours d'Oyonnax que la République ne doit « jamais [céder](#) devant les pressions d'où qu'elles viennent ».

Vu le contexte, la dénonciation de la responsabilité de l'extrême droite se révèle un peu courte. Mais à en [croire](#) un ministre, le chef de l'Etat n'a pas le choix : « C'est l'épreuve politique permanente. La période est dure, le président n'a pas de cartes en main. Le principal souci, c'est qu'il se redonne de l'oxygène. »